

## SPHÈRE INFORMELLE DANS L'ÉCONOMIE

# La Banque d'Algérie contredit le gouvernement

**Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement au sujet de l'inclusion des activités économiques informelles dans les circuits officiels et la réussite de l'opération de bancarisation de l'argent thésaurisé, la Banque centrale dit tout le contraire.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - En présentant hier à l'Assemblée populaire nationale le rapport 2015 sur l'évolution économique et monétaire, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a estimé que les banques commerciales sont appelées à faire un effort pour la bancarisation de l'argent thésaurisé et que de nouvelles mesures doivent être prises pour ramener les entrepreneurs de la sphère informelle de l'économie vers les circuits officiels. Mohamed Loukal a ainsi indiqué que la part de la monnaie fiduciaire (les billets en circulation) dans la masse monétaire qui était de 26,7% en 2014 est passée à 32,3% à fin 2016.

Et ce, en dépit de la stagnation de la masse monétaire qui a enregistré une croissance quasi-nulle en 2015 (0,13%) et a même enregistré une petite contraction en 2016.

En effet, Mohamed Loukal a précisé que «les dépôts à vue ont diminué de 13,3% en 2015 alors que la monnaie fiduciaire a continué d'augmenter à un rythme élevé (12,3% en 2015)». Si cela renseigne sur l'inefficacité du système bancaire, il contraste surtout avec le triomphalisme du gouvernement Sellal qui continue de présenter l'amnistie fiscale décrétée au profit des entrepreneurs de l'informel comme une réussite.

Et, cette opération, qui consiste en une taxation forfaitaire libératoire au taux de 7% s'avère ainsi un flop. D'où la réticence des autorités financières, comme c'était le cas avec le directeur général des Impôts lors de son récent passage au plateau de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, à communiquer le total des montants bancarisés jusque-là dans le cadre de cette opération, préférant actualiser à chaque fois le nombre des opérateurs ayant bénéficié de ce dispositif inclusif.

114,1 milliards de dollars de réserves de change à fin 2016

Sur un autre plan, le gouverneur de la Banque centrale a noté que les réserves de change qui étaient de 178 milliards de dollars à fin 2014 avant de passer à 144 milliards de dollars à fin 2015, continuent leur effondrement, s'établissant à 114,1 milliards de dollars à fin décembre 2016. «Les réserves de change restent importantes malgré leur baisse et mettent l'Algérie dans une situation financière plus ou moins confortable. Cette baisse enregistrée entre 2015 et 2016 qui est de 29,9



Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque d'Algérie.

milliards de dollars représente 25,6 milliards de dollars de flux et 4,3% de pertes de change dues à l'appréciation du dollar par rapport aux autres devises ce qui ne diminue pas autant le pouvoir d'achat de

ces réserves. D'autant que la dette externe est de 3,3 milliards de dollars, soit à peine 1,87% du PIB», a-t-il nuancé. Outre ces indicateurs sur l'activité économique et la solvabilité du pays, Mohamed Loukal

a rappelé que la dégringolade des prix du pétrole à partir de 2014 a fait fondre l'épargne budgétaire comme neige au soleil, amenant les ressources accumulées dans le Fonds de régulation des recettes (FRR) à leur solde minimum obligatoire dès février 2016. Un seuil fixé à 740 milliards de DA et qui a été supprimé à la faveur de la loi de finances 2017 pour permettre au gouvernement de faire face au resserrement financier de l'Etat et à l'incertitude sur l'évolution du marché pétrolier.

Les députés qui sont intervenus hier dans le débat de ce rapport 2015 de la Banque d'Algérie sur l'évolution économique et monétaire ont, en tout cas, regretté le fait qu'il soit venu en retard et qu'il aurait été préférable de le mettre à leur disposition avant la loi de finances pour 2017.

L. H.

## ASSOCIATION NATIONALE DE PROTECTION ET D'ORIENTATION DU CONSOMMATEUR (APOCE)

# Haro sur la «mafia de la semoule» !

**Pour dénoncer les actes de spéculation sur la semoule, l'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur (Apoce), lance, à partir du 1<sup>er</sup> février, une campagne de dénonciation des commerçants qui pratiquent des prix de la semoule supérieurs à ceux réglementés par l'Etat. Le président de l'association, Mustapha Zebdi, accuse les «mafias de la semoule» de siphonner l'argent public destiné à subventionner ce produit (et d'autres). Il estime le «gâchis» causé par ces opérateurs véreux à un milliard de dollars.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Selon Mustapha Zebdi, président de l'Apoce, qui s'exprimait hier lors du forum du quotidien *El Moudjahid*, l'association compte déposer des plaintes au niveau des Directions de commerce des 48 wilayas concernant cette hausse des prix de la semoule.

Il exhorte les citoyens et les détaillants à faire de même et à acquérir cette culture du consommateur laquelle fait tellement défaut. D'après M. Zebdi, les sanctions peuvent être sévères et peuvent aller jusqu'à la fermeture du

local et un milliard de centimes comme amende, conformément à ce que prévoit la réglementation. «L'année passée, le prix de la semoule avait déjà enregistré une hausse. Soit entre 1 100 et 1 200 DA le sac de 25 kg ; mais ce qui nous a quelque peu choqués, c'est que le 1<sup>er</sup> janvier 2017, il y a eu une hausse de 20% sur certaines marques.

Et jusqu'à 1 600 DA le sac dans certaines wilayas de l'Est», souligne le président de l'Apoce. Une enquête a été diligentée par l'association, et les résultats obtenus

sont éloquentes. «Mis à part les minoteries publiques, toutes les autres marques de la semoule (normale, supérieure) appartenant au secteur privé, ont enregistré sur le marché des prix supérieurs aux prix réglementés. Une hausse pouvant atteindre 60% ! Sans mettre en cause l'opérateur privé en lui-même, Zebdi insiste que les semoules mises sur le marché le sont à des prix non réglementés.

«A partir du 1<sup>er</sup> février, tous nos membres et tous les consommateurs à travers le territoire national peuvent remplir des requêtes jointes de tous les numéros de fax des Directions de commerce de wilaya», a indiqué Mustapha Zebdi ajoutant que même les détaillants sont appelés à participer à la campagne. «Je suis certain que si tout le monde s'implique, il y a des marques qui vont disparaître du marché, ce qui va pousser les pouvoirs publics à enquêter, relève l'hôte d'*El Moudjahid*. «Il y a des

produits dont les prix sont réglementés et ne sont, par conséquent, pas modifiables. Sous quelque prétexte que ce soit. Le prix est fixe du nord au sud, de l'est à l'ouest, quel que soit le climat ou la valeur du dinar», observe Zebdi, citant des produits tels que le sucre, la semoule, la farine panifiable, le blé dur, la bouteille de gaz de 13 kg. «Les prix sont fixes et réglementés, c'est-à-dire que si l'on ajoute un dinar sur le prix fixé, on est en infraction à la réglementation», affirme M. Zebdi. Le lancement de cette campagne sur la semoule coïncidera avec le lancement officiel du numéro court de l'association, le 33 11, qui deviendra opérationnel dès le 1<sup>er</sup> février et sera joignable par tous les opérateurs de téléphonie, a annoncé M. Zebdi. Tout citoyen désireux de dénoncer des pratiques non réglementaires de commerçants peut appeler l'association.

Y. D.

## ÉNERGIE SOLAIRE

# Lancement prochain d'un premier projet de 4 000 mégawatts

**Suite à la crise pétrolière, le gouvernement dit classer le développement des énergies renouvelables comme priorité nationale mais la réalité du terrain n'en dit pas autant. Ce n'est que maintenant que les autorités parlent d'un «lancement prochain» du premier projet d'exploitation solaire.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Il sera manifestement doté d'une capacité de 4 000 mégawatts qui sera portée à 22 000 mégawatts à l'horizon 2030 conformément au programme retenu par le gouvernement. Le directeur du Centre national des

énergies renouvelables, Nouredine Yassaa, a déclaré que la première étape concerne l'installation de 22 centrales photovoltaïques au niveau du Sud et des Hauts-Plateaux, en plus des deux autres stations pilotes. Les premiers appels d'offres ont commen-

cé à être rendus publics. Selon le responsable, ils ne concernent pas seulement le groupe Sonatrach mais également d'autres opérateurs publics, privés et investisseurs étrangers.

Toutefois, le code de l'investissement encadrant le secteur des énergies renouvelables, du solaire dans ce cas, reste rudimentaire. Ce qui va nécessairement freiner la dynamique que pourrait avoir ce secteur en Algérie.

C'est ce que relève également N. Yassaa en signalant que les

attributs naturels pour le développement de cette branche sont pourtant très importants, à savoir le taux d'ensoleillement du pays, le plus avantageux de la région considérant le facteur territorial.

Revoir cette législation est aujourd'hui plus que déterminant au regard de «la précarité énergétique» dont souffre l'Algérie. Cette fragilité est d'autant plus accentuée par la forte augmentation de la consommation interne d'énergie. En effet, elle croît chaque année de 7% à 8% en moyenne.

Or, cette consommation, subventionnée, rappelle-t-on, prend quasi-exclusivement pour source l'énergie fossile. Le code d'investissement dans son état actuel entrave également les retombées positives des énergies renouvelables sur la création de richesses et d'emplois.

Le réseau d'accompagnement de cette activité pourrait être estimé à une centaine de PME et PMI, de sous-traitance entre autres, et à quelque 400 000 postes d'emploi.

N. B.